

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

EXECUTION DU BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2018

COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2018

La présente Communication en Conseil des Ministres vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin septembre 2018 à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses.

I- MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin septembre 2018 se situent à **4.652,9 milliards de FCFA** pour une prévision de 4.695,7 milliards de FCFA, soit un taux de mobilisation de 99,1%. Elles comprennent 4.558,5 milliards de FCFA de ressources budgétaires (recettes fiscales, recettes non fiscales, mobilisations sur les marchés monétaire et financier et ressources extérieures) et 94,4 milliards de FCFA de ressources de trésorerie.

Les recettes fiscales ont été collectées à hauteur de **2.462,1 milliards de FCFA**, avec un écart négatif de 22,8 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 2.485 milliards de FCFA tel qu'arrêté à l'issue de la quatrième revue du Programme Economique et Financier. Cet écart est principalement lié au niveau relativement faible du recouvrement des impôts et taxes suivants :

- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** ont été recouvrées à hauteur de 609,6 milliards de FCFA, enregistrant un gap négatif de 12,1 milliards par rapport à l'objectif de 621,7 milliards de FCFA. Ce résultat est essentiellement lié aux difficultés d'ajustement à la suite de la mise en application de la mesure d'interdiction des véhicules de moins de 5 ans, ainsi que de la mesure relative à l'exigence de la production de certificat de conformité à l'embarquement ;
- **les taxes à l'importation sur les produits pétroliers** se sont établies à 225,1 milliards de FCFA pour une prévision de 238,6 milliards de FCFA. L'écart négatif de 13,5 milliards de FCFA s'explique notamment par une évolution moins favorable des niveaux de taxation du gasoil (137,7 francs/litre en réalisation contre une prévision de 174,2 francs/litres) et du carburant super (121,6 francs/litre en réalisation contre 151,7 francs/litres prévus). La progression moindre enregistrée résulte également des niveaux de réalisation plus faibles que prévus des volumes mis à la consommation du gasoil et du carburant super ;
- **les taxes à l'exportation (DUS)** ont été collectées à hauteur de 256,2 milliards de FCFA, avec un écart négatif de 5,3 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 261,5 milliards de FCFA. Ce gap s'explique principalement, d'une part, par le recul enregistré au niveau des volumes de cacao à l'exportation (1.334.728 tonnes en réalisation pour un volume projeté de 1.358.277) et, d'autre part, par un niveau plus bas que prévu du prix CAF du cacao (1.170,2 f/kg en réalisation pour un prix CAF moyen prévisionnel de 1.171,7 f/kg).

L'effet des écarts négatifs susmentionnés a été néanmoins atténué par les résultats positifs enregistrés dans le recouvrement des revenus du gaz (+3,6 milliards), de l'impôt sur les revenus et salaires (+2 milliards), les droits d'enregistrement et de timbre (+0,9 milliard), ainsi que de la taxe ad-valorem (+0,6 milliard).

Les recettes non fiscales ont été recouvrées à hauteur de **118,5 milliards de FCFA** pour une prévision de 44,6 milliards de FCFA. L'écart positif de 73,9 milliards de FCFA qui se dégage, s'explique principalement par un encaissement de 38,3 milliards de FCFA au titre des licences de télécommunications, d'un recouvrement de 18,3 milliards de commissions sur transferts hors UEMOA, ainsi que de la perception de 8,5 milliards de dividendes PETROCI et de 6 milliards de FCFA de bonus de signature.

Les ressources empruntées par l'Etat sur les marchés monétaire et financier se sont établies à **1.338,5 milliards de FCFA** contre 1.386,9 milliards de FCFA prévus. Ce montant comprend 164,6 milliards d'emprunts obligataires, 58,8 milliards de FCFA de bons du Trésor et 1.115,1 milliards de FCFA au titre des Eurobonds.

Concernant les ressources extérieures, elles ont été collectées à hauteur de **639,3 milliards de FCFA** contre une prévision de 684,8 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 93,4%. Ces ressources comprennent les tirages sur emprunts-projets avec un niveau de mobilisation de 102,8%, les tirages sur dons-projet avec un taux de réalisation de 48,6% et les appuis budgétaires mobilisés à hauteur de 102,5%.

Les ressources de trésorerie s'élèvent à **94,4 milliards de FCFA** et ont concerné les recettes affectées au remboursement de crédits de TVA pour 70,7 milliards de FCFA et les recettes de TVA affectées au secteur de l'électricité à hauteur de 23,7 milliards de FCFA.

II- EXECUTION DES DEPENSES

Les dépenses exécutées à fin septembre 2018 s'élèvent à **4.243,6 milliards de FCFA** pour une prévision de 4.303,2 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 98,6%. Ces dépenses se décomposent comme suit :

Le paiement du service de la dette publique s'est chiffré à **1.028,9 milliards de FCFA** contre une prévision de 1.051,3 milliards de FCFA. Il se répartit entre la dette intérieure pour 649,2 milliards de FCFA et la dette extérieure à hauteur de 379,7 milliards de FCFA. L'écart négatif de 22,4 milliards de FCFA s'explique essentiellement, d'une part, par une reprogrammation sur le dernier trimestre de certaines échéances du fait de l'effet des dates de valeur, et d'autre part, par un paiement plus faible que prévu des intérêts sur les Eurobonds résultant de l'impact des opérations de rachats.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de **1.228,8 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.223,5 milliards de FCFA soit un dépassement de 5,3 milliards, en lien essentiellement avec une réduction à fin septembre du stock des arriérés de 30 milliards contre un objectif de 25,5 milliards, sans impact sur le niveau de la dotation annuelle de 34 milliards prévue à ce titre.

Les dépenses d'abonnement se sont établies à **57,5 milliards de FCFA** contre une prévision de 57,3 milliards de FCFA. Ces dépenses concernent les règlements des consommations d'électricité (45,3 milliards de FCFA), de téléphone (6,4 milliards de FCFA) et d'eau (5,8 milliards de FCFA). Il convient d'indiquer que toutes les factures validées à fin septembre 2018 au titre des abonnements, ont été payées conformément à l'engagement pris par le Gouvernement.

Les subventions et transferts se sont établies à **299,2 milliards de FCFA** contre 265,1 milliards de FCFA prévus, soit un écart positif de 34,1 milliards de FCFA résultant principalement de paiements de 110 milliards au titre de la subvention aux écoles privées contre un objectif de 98,8 milliards et d'un paiement supplémentaire de 10 milliards au titre des ambassades.

L'exécution des **autres dépenses de fonctionnement** est ressortie à 404,8 milliards de FCFA, pour une prévision de 362 milliards de FCFA, en rapport principalement avec le paiement de 24,7 milliards dans le cadre du départ volontaire des militaires à la retraite.

Les dépenses de sécurité et d'élections se sont élevées à **27,4 milliards de FCFA**. Elles ont principalement porté sur les dépenses effectuées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité et celles relatives aux élections.

Quant aux **dépenses d'investissement** (hors dépenses de sécurité et d'élections), elles ont été exécutées à hauteur de **1.102,6 milliards de FCFA** contre un objectif de 1.231,9 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 89,5%. Ces dépenses ont été financées à 56,2% sur les ressources intérieures et 43,8% sur les ressources extérieures.

Par rapport aux dotations annuelles, le **taux de consommation des crédits d'investissement** s'est globalement établi à **54,9%** à fin septembre 2018 contre 52,1% à la même période en 2017, avec 19 ministères et institutions présentant des taux d'exécution inférieurs à 50%, 10 ayant réalisé des taux compris entre 51% et 75%, et 9 affichant des taux d'exécution supérieurs à 75%.

Enfin, les dépenses de trésorerie se sont chiffrées à **94,4 milliards de FCFA** et comprennent les dépenses effectuées dans le cadre du remboursement de crédits de TVA (70,7 milliards de FCFA) et celles concernant la TVA affectées au secteur de l'électricité (23,7 milliards de FCFA).

Concernant en particulier les **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **1.790,6 milliards de FCFA**, en dépassement de 255,6 milliards de FCFA par rapport à l'objectif plancher de 1.535 milliards de FCFA à fin septembre 2018.

CONCLUSION

La situation de l'exécution du Budget de l'Etat à fin septembre 2018 fait ressortir un niveau de mobilisation des ressources légèrement en dessous des prévisions, notamment les recettes fiscales. Concernant les dépenses, le niveau de leur exécution a été globalement contenu dans les dotations prévues.

Le suivi rigoureux de l'exécution des dépenses au regard du rythme de mobilisation des ressources a permis de garantir le respect du critère du programme économique et financier relatif au solde budgétaire à fin septembre 2018.

Toutefois, les efforts d'amélioration de la consommation des crédits d'investissement devraient se poursuivre au quatrième trimestre en vue de l'atteinte des objectifs d'investissement. En outre, les efforts d'accroissement de la performance du recouvrement des ressources seront maintenus afin notamment de garantir la bonne exécution du programme économique et financier.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget à fin septembre 2018, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU
PREMIER MINISTRE, CHARGE DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

Adama KONE

Moussa SANOGO

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin septembre 2018)

(En milliards de FCFA)

LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin septembre		LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin septembre	
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	6 118,1	4 601,3	4 558,5	DEPENSES BUDGETAIRES	6 118,1	4 208,8	4 149,2
Ressources intérieures	4 832,9	3 916,5	3 919,2	Dettes publiques	1 547,3	1 051,3	1 028,9
Recettes fiscales	3 406,0	2 485,0	2 462,1	Dettes intérieures	919,0	669,7	649,2
DGI	1 891,5	1 356,6	1 362,9	Principal	663,9	518,5	508,1
dont FER		27,4	19,1	Intérêts	255,1	151,2	141,1
TRESOR	9,4	6,6	8,3	Dettes extérieures	628,3	381,6	379,7
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	1 505,1	1 121,8	1 090,9	Principal	387,9	212,3	212,2
dont FER		71,8	69,3	Intérêts	240,4	169,3	167,5
Recettes non fiscales	116,2	44,6	118,5	Dépenses ordinaires	2 722,1	1 907,8	1 990,3
Privatisation et vente d'actifs	2,8	1,0	0,0	Personnel	1 635,4	1 223,5	1 228,8
Transfert des entreprises	0,7	0,0	0,2	Abonnement	97,9	57,3	57,5
Revenus du domaine DGI	23,6	17,8	18,2	Subventions et transferts	386,7	265,1	299,2
Licences de télécommunication	57,0	0,0	38,3	dont subvention au secteur électricité	0,0	0,0	6,8
Intégration ressources additionnelles C2D		0,0	0,0	Autres dépenses de fonctionnement	602,2	362,0	404,8
Fonds d'investissement en milieu rural		6,7	8,6	dépenses sociales ciblées	15,0	3,4	0,1
Autres recettes non fiscales	32,1	19,1	53,2	Charges de fonctionnement des services	587,2	349,4	391,1
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 310,7	1 386,9	1 338,5	Dépenses de sécurité et d'élections	20,8	17,8	27,4
Emprunts obligataires		176,8	164,6	Financement intérieur	20,8	17,8	27,4
Bons et obligations du Trésor		95,0	58,8	dont investissement	5,0		
Eurobonds		1115,1	1 115,1				
Autres emprunts							
Ressources extérieures	1 285,2	684,8	639,3	Dépenses d'investissement	1 828,0	1 231,9	1 102,6
Appuis budgétaires	369,1	152,5	156,4	Financement intérieur	911,9	699,7	619,6
FMI	162,0	74,5	77,0	Investissement FIMR	0,0	6,7	8,6
Banque Mondiale	30,0	0,0	0,0	Projets C2D	156,1	117,1	37,3
AFD (C2D)	147,6	73,8	73,8	Couverture Maladie Universelle (CMU)	10,5	5,3	7,9
UE	21,0	0,0	0,0				
Gouvernement Espagnol (C2D)	8,5	4,3	5,6				
Financement extérieur	916,1	532,3	482,9	Financement extérieur	916,1	532,3	482,9
Dons-projets	755,8	118,3	57,6	Dons-projets	160,3	118,3	57,6
Emprunts-projets	160,3	413,9	425,4	Emprunts-projets	755,8	413,9	425,4
OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		94,4	94,4	OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		94,4	94,4
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA		70,7	70,7	Remboursement de crédits de TVA		70,7	70,7
TVA secteur électricité		23,7	23,7	Reversement TVA au secteur électricité		23,7	23,7
TOTAL GENERAL	6 118,1	4 695,7	4 652,9	TOTAL GENERAL	6 118,1	4 303,2	4 243,6

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin septembre 2018)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN SEPTEMBRE		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	2 485,0	2 462,1	-22,8
<u>DGI</u>	<u>1 356,6</u>	<u>1 362,9</u>	6,3
Impôts directs	826,9	830,2	3,3
BIC pétrole et gaz	52,8	55,3	2,5
- BIC pétrole	18,9	18,9	
- BIC gaz	34,0	36,5	2,5
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	774,0	774,8	0,8
- BIC hors pétrole	319,5	320,1	0,6
- Impôt synthétique et AIRSI	15,4	15,4	0,0
Impôts sur revenus et salaires	357,8	358,0	0,2
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,2	0,2	
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	81,2	81,2	
Impôts indirects	529,7	532,8	3,0
TVA (hors part secteur électricité)	281,7	281,2	-0,5
TOB	50,3	50,3	
Taxes sur boissons et tabacs	32,2	32,2	0,0
Droits d'enregistrement et de timbre	55,9	56,8	0,9
<i>dont enregistrement café cacao</i>	0,6	0,6	
Patentes et Licences	25,2	25,5	0,2
Taxes d'exploitation pétrolière	8,1	8,1	
Taxe d'exploitation du gaz	14,6	15,6	1,1
Taxes sur les télécommunications	35,2	35,2	
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	15,7	15,7	
Taxe sur le caoutchouc	0,0	0,0	
Taxe ad valorem	10,4	10,9	0,6
Accises et autres taxes indirectes	0,5	1,2	0,7
<i>dont Taxe pr le dev touristique</i>	0,5	0,5	
<u>TRESOR</u>	<u>6,6</u>	<u>8,3</u>	<u>1,7</u>
Impôts directs	5,5	7,3	1,8
Impôts sur revenus et salaires	5,5	7,3	1,8
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	
Impôts indirects	1,1	1,0	-0,1
Timbres et vignettes	1,1	1,0	
Autres indirects	0,0	0,0	
<u>DGD (hors PCC, PCS et SGS)</u>	<u>1 121,8</u>	<u>1 090,9</u>	<u>-30,9</u>
Droits et taxes à l'importation	860,3	834,6	-25,6
Taxes sur produits pétroliers	238,6	225,1	-13,5
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	621,7	609,6	-12,1
Taxes à l'exportation	261,5	256,2	-5,3

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Ministères et Institutions (hors dépenses "sécurité et élection")

MINISTERES/INSTITUTIONS	Dotation (Budget)	Dotation (Budget Ajusté)	Exécution fin septembre 2018	Taux d'exécution	
				Base budget	Base budget ajusté
Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public	350 000 000	350 000 000	0	0,0%	0,0%
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de L'Extérieur	20 468 916	20 468 916	0	0,0%	0,0%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	12 721 373 218	12 721 373 218	1 659 188 549	13,0%	13,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	121 322 772 637	53 906 747 303	17 881 878 682	14,7%	33,2%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	1 463 508 621	1 463 508 621	309 050 305	21,1%	21,1%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	122 621 899 748	122 621 899 748	26 661 925 759	21,7%	21,7%
Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité	12 956 240 557	12 956 240 557	2 914 220 455	22,5%	22,5%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	35 069 474 537	35 069 474 537	8 426 309 908	24,0%	24,0%
Ministère des Affaires Etrangères	4 458 815 167	4 458 815 167	1 275 966 727	28,6%	28,6%
Ministère des Transports	75 125 007 440	75 125 007 440	23 595 760 326	31,4%	31,4%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	28 885 108 187	28 885 108 187	9 358 350 153	32,4%	32,4%
Ministère des Sports	48 632 966 617	48 632 966 617	16 443 881 880	33,8%	33,8%
Ministère des Eaux et Forêts	4 351 987 051	4 351 987 051	1 714 310 140	39,4%	39,4%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	39 058 091 642	39 058 091 642	15 662 801 802	40,1%	40,1%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	18 287 494 682	18 287 494 682	7 674 503 089	42,0%	42,0%
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	97 964 393 644	97 964 393 644	41 826 813 606	42,7%	42,7%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 651 129 752	1 651 129 752	721 034 319	43,7%	43,7%
Ministère du Plan et du Développement	13 934 824 869	13 934 824 869	6 728 222 722	48,3%	48,3%
Secrétariat d'Etat chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	77 231 894	77 231 894	38 389 215	49,7%	49,7%
Médiateur de la République	141 327 612	141 327 612	73 490 358	52,0%	52,0%
Représentation Nationale	690 641 166	690 641 166	359 133 406	52,0%	52,0%
Parquet Général	19 178 976	19 178 976	9 973 068	52,0%	52,0%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	47 644 000 000	47 644 000 000	25 218 089 047	52,9%	52,9%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME	2 502 364 188	2 502 364 188	1 346 664 527	53,8%	53,8%
Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	722 400 831 855	722 400 831 855	398 894 727 729	55,2%	55,2%
Primature et Services Rattachés	55 349 221 517	55 349 221 517	33 250 023 534	60,1%	60,1%
Ministère de la Fonction Publique	669 900 166	669 900 166	422 768 808	63,1%	63,1%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	18 592 764 750	18 592 764 750	12 681 330 547	68,2%	68,2%
Ministère de L'Economie et des Finances	36 340 403 857	36 340 403 857	25 950 336 740	71,4%	71,4%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	54 804 789 616	54 804 789 616	42 430 100 013	77,4%	77,4%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	21 611 695 888	21 611 695 888	16 853 466 960	78,0%	78,0%
Ministère des Mines et de la Géologie	5 675 976 817	5 675 976 817	4 930 741 477	86,9%	86,9%
Ministère de la Communication et des Médias	2 727 623 962	2 727 623 962	2 608 207 898	95,6%	95,6%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	499 840 171	499 840 171	492 088 440	98,4%	98,4%
Présidence de la République	37 009 806 470	37 009 806 470	36 519 203 694	98,7%	98,7%
Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	214 471 090 917	214 471 090 917	212 371 858 314	99,0%	99,0%
Commission Electorale Indépendante	7 875 969 175	7 875 969 175	7 875 969 175	100,0%	100,0%
Cour Suprême	370 574 000	370 574 000	370 574 000	100,0%	100,0%
Total hors CS	1 868 350 790 282	1 800 934 764 948	1 005 551 355 372	53,8%	55,8%
Comptes Spéciaux	140 542 357 120	140 542 357 120	97 005 420 000	69,0%	69,0%
TOTAL GENERAL yc Comptes Spéciaux	2 008 893 147 402	1 941 477 122 068	1 102 556 775 372	54,9%	56,8%

¹ En vue d'évaluer la capacité d'absorption réelle des ministères, leurs dotations ont été ajustées en déduisant les crédits inscrits au titre de certains projets notamment les dons exécutés par les bailleurs eux-mêmes.

ANNEXE 4 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN SEPTEMBRE 2018				
(toutes sources de financement confondues)				
				(En francs CFA)
Domaines	2017	2018		
	Réalisation	Budget	Objectif fin septembre	Exécution à fin Septembre
01 Agriculture et développement rural	84 307 351 351	105 900 499 531	45 340 838 448	67 447 674 297
01.0 Administration générale	45 001 020 545	55 741 020 131	20 468 966 778	34 887 051 433
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	5 933 956 789	16 179 798 076	4 601 179 201	3 889 690 077
01.2 Formation et encadrement	15 101 811 081	13 187 530 031	8 849 881 432	13 352 524 754
01.3 Aménagement hydro-agricole	4 682 375 603	7 418 834 516	4 734 152 648	6 748 408 033
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	13 588 187 333	13 373 316 777	6 686 658 389	8 570 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	10 199 695 067	15 670 202 564	10 345 613 591	6 854 792 693
02.0 Administration générale / formation et encadrement	6 040 524 571	7 861 800 710	5 541 314 607	5 456 969 866
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 232 660 876	1 031 744 285	653 147 825	900 001 657
02.2 Pêche et aquaculture	1 926 509 620	6 776 657 569	4 151 151 159	497 821 170
03 Education	1 085 463 651 843	1 263 144 413 706	897 878 940 384	891 712 669 048
03.0 Administration générale	34 957 945 511	32 878 401 174	22 159 696 912	25 646 902 427
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	480 186 043 391	540 142 640 487	399 403 512 710	391 911 517 594
03.2 Alphabétisation	452 116 549	462 225 911	283 610 936	62 372 782
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	357 334 402 413	463 358 631 159	317 143 397 245	333 800 465 605
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	212 533 143 979	226 302 514 975	158 888 722 581	140 291 410 640
04 Santé	338 948 310 186	356 062 170 118	241 283 026 445	191 620 668 843
04.00 Administration générale santé	165 008 814 496	175 496 596 082	123 007 547 067	127 814 897 837
04.01 Système de santé primaire	70 639 077 461	88 110 513 798	57 214 741 786	32 305 164 495
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	1 522 464 239	2 000 000 000	1 235 499 237	2 025 621 095
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	20 431 501 556	29 227 570 731	18 048 365 532	891 081 827
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	11 318 026 632	11 275 671 625	6 919 551 502	109 770 184
04.05 VIH/SIDA	23 275 602 058	11 803 082 290	6 953 638 498	1 153 831 957
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	46 752 823 744	38 148 735 592	27 903 682 822	27 320 301 448
05 Eau et Assainissement	48 271 355 026	106 994 286 093	60 446 553 946	23 506 017 556
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	47 478 719 409	96 799 177 376	51 712 704 706	23 167 725 684
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	792 635 617	10 195 108 717	8 733 849 240	338 291 872
06 Energie	113 872 673 583	90 075 910 351	54 287 064 475	176 267 713 377
06.1 Accès à l'électricité	113 872 673 583	90 075 910 351	54 287 064 475	176 267 713 377
07 Routes et ouvrages d'art	329 357 739 737	216 547 905 821	135 344 924 008	364 270 360 943
07.1 Entretien pistes rurales	22 279 511 996	6 630 900 000	4 096 235 946	22 406 492 780
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	9 153 718 115	500 000 000	308 874 809	12 500 386 416
07.3 Autres travaux routiers	297 924 509 626	209 417 005 821	130 939 813 253	329 363 481 747
08 Affaires Sociales	27 217 653 266	39 994 532 153	27 113 474 266	18 829 252 452
08.0 Administration générale	19 269 584 877	21 938 441 269	15 230 418 780	13 755 695 331
08.1 Formations destinées aux femmes	587 604 560	401 984 784	244 544 970	898 790 374
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 922 740 626	3 428 043 587	2 065 609 752	1 838 168 273
08.3 Formation au personnel d'appui	1 617 774 996	1 595 487 340	1 164 928 608	1 290 574 144
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	1 819 948 207	12 630 575 173	8 407 972 157	1 046 024 330
09 Décentralisation	55 042 599 537	65 661 749 836	43 622 101 290	42 725 845 980
09.1 Décentralisation	55 042 599 537	65 661 749 836	43 622 101 290	42 725 845 980
10 Reconstructions et réhabilitations	12 700 000 000	9 637 077 907	5 953 301 201	4 818 698 845
10.1 Reconstruction et réhabilitation		453 375 200	280 072 357	
10.2 Habitat et logement sociaux	12 700 000 000	9 183 702 707	5 673 228 844	4 818 698 845
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	4 258 604 006	21 104 760 966	13 389 688 842	2 523 497 366
11.1 Promotion et insertion des jeunes	2 590 313 221	18 696 346 487	11 905 853 808	1 822 154 130
11.2 Appui et suivi DSRP	84 698 598	1 500 000 000	926 624 428	
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 583 592 187	908 414 479	557 210 607	701 343 236
TOTAL	2 109 639 633 602	2 290 793 509 046	1 535 005 526 897	1 790 577 191 400

Source: SIGFIP-DGBF